

Kagame a "parlé d'avenir" avec Sarkozy, interpellé sur les droits de l'Homme

@rib News, 12/09/2011 â€ Source AFPLe prÃ©sident rwandais Paul Kagame a "parlÃ© d'avenir" avec Nicolas Sarkozy lundi, affichant sa volontÃ© de tourner la page des "diffÃ©rends du passÃ©", au deuxiÃ¨me jour d'une visite controversÃ©e en France. Mais il a Ã©tÃ© interpellÃ© sur les droits de l'Homme. "En venant ici, nous regardons vers l'avenir plutÃ´t que vers le passÃ©, je suis ici pour construire l'avenir, pas le passÃ©. Tous les sujets dont nous avons parlÃ© ont Ã©tÃ© abordÃ©s dans le contexte de l'avenir", a martelÃ© le prÃ©sident rwandais Ã l'issue d'un dÃ©jeuner avec son homologue au palais de l'Ã©lysÃ©e. "J'ai plaidÃ© (auprÃ©s de Nicolas Sarkozy) pour plus de commerce, plus de partenariat", a insistÃ© le prÃ©sident rwandais. Nicolas Sarkozy lui a rÃ©pondu que l'Agence franÃ§aise de dÃ©veloppement (AFD) s'apprÃªtait Ã faire passer ses engagements au Rwanda de 23,7 Ã 42,2 millions d'euros, selon la prÃ©sidence franÃ§aise. Le ministre rwandais du Commerce et de l'Industrie, FranÃ§ois Kanimba, a prÃ©cisÃ© que son pays souhaitait coopÃ©rer avec la France pour "la construction de barrages hydroÃ©lectriques, la gÃ©othermie, l'exploitation de gaz mÃ©thane, l'expansion du rÃ©seau Ã©lectrique dans les villages". Paul Kagame achÃ©vera mardi sa visite officielle en France par une rencontre avec le patronat franÃ§ais. En quittant l'Ã©lysÃ©e, M. Kagame a Ã©cartÃ© toutes les questions de la presse concernant le passÃ© des relations tumultueuses entre Paris et Kigali. Plus tÃ´t dans la journÃ©e, Paul Kagame a affirmÃ© qu'il souhaitait relancer les relations avec Paris sur de nouvelles bases et ne demandait pas d'"excuses" pour le rÃ´le de la France au Rwanda en 1994, mÃªme si un rapport rwandais accuse toujours les militaires franÃ§ais d'avoir participÃ© au gÃ©nocide. "L'objectif est de trouver les moyens de dÃ©passer nos diffÃ©rends passÃ©s et de voir comment aller de l'avant", a-t-il insistÃ©. Dans la matinÃ©e, le dirigeant rwandais a Ã©tÃ© interpellÃ© sur le virage autoritaire pris par son rÃ©gime, selon les ONG. A l'occasion d'une confÃ©rence Ã l'Institut franÃ§ais des relations internationales (Ifri), un reprÃ©sentant de Human Rights Watch a demandÃ© Ã Paul Kagame ce qu'il comptait faire en matiÃ¨re de droits de l'Homme, citant la dÃ©tention d'opposants politiques Ã son rÃ©gime. Un membre de Reporters sans frontiÃ¨res (RSF) a enchaÃªnÃ© en Ã©voquant la fermeture temporaire de journaux et des journalistes tuÃ©s ou devant fuir le pays. "Je ne comprends pas de quoi vous voulez parler", a rÃ©pondu le prÃ©sident Kagame, en dÃ©niant Ã ces organisations le droit de s'Ã©riger en professeurs des droits de l'Homme dans son pays. En dÃ©but d'aprÃ©s-midi, quelque 200 personnes, pour la plupart des Rwandais, ont dÃ©filÃ© Ã Paris contre Paul Kagame, le qualifiant d'"assassin" et demandant la libÃ©ration des "prisonniers politiques" au Rwanda. Le prÃ©sident franÃ§ais n'a, lui, fait aucune dÃ©claration Ã l'issue du dÃ©jeuner, mais l'Ã©lysÃ©e a ensuite saluÃ© dans un communiquÃ© cette rencontre comme "une nouvelle Ã©tape dans le processus de normalisation entre les deux pays". Nicolas Sarkozy a Ã©galement "rÃ©affirmÃ© son attachement Ã l'Etat de droit et Ã la coopÃ©ration judiciaire entre la France et le Rwanda", selon l'Ã©lysÃ©e. La premiÃ¨re visite en France du prÃ©sident rwandais depuis le gÃ©nocide de 1994 vise Ã parachever une rÃ©conciliation avec Paris, aprÃ¨s un dÃ©placement Ã Kigali de Nicolas Sarkozy en fÃ©vrier 2010. Le prÃ©sident franÃ§ais avait alors reconnu une "forme d'aveuglement" de la France pour n'avoir pas "vu la dimension gÃ©nocidaire" du rÃ©gime rwandais hutu d'alors, avec qui Paris entretenait des liens Ã©troits, notamment sur un plan militaire. La venue en France de Paul Kagame se heurte toutefois Ã des remous au sein de la classe politique - le chef de la diplomatie franÃ§aise Alain JuppÃ© est absent - et chez les militaires franÃ§ais. L'ex-ministre de la DÃ©fense HervÃ© Morin a regrettÃ© lundi que Paul Kagame n'ait pas fait sa "part du chemin" vers la rÃ©conciliation. "Recevoir M. Kagame n'Ã©tait pas nÃ©cessaire", a-t-il dit.